

LE CONFLIT AU PROCHE-ORIENT APRÈS LA GUERRE DE GAZA

L'effet stratégique de la guerre de Gaza est remarquablement infime. Israël mise toujours, par sa stratégie d'isolation face au Hamas, sur une gestion à court terme du conflit et est incapable de présenter une perspective de résolution du conflit au Proche-Orient. Les Palestiniens s'efforcent de surmonter leur division mais peuvent tout au plus se mettre d'accord superficiellement sur une stratégie israélienne commune. Les Etats-Unis et l'UE ont eux aussi contribué à la situation embrouillée au Proche-Orient mais éprouvent des difficultés à changer de cap dans leurs rapports avec les Islamistes.



Forces sécuritaires du Hamas devant un graffiti anti-israélien à Gaza, 15 février 2009. Reuters / M. Salem

La guerre de Gaza entre Israël et le Hamas fin 2008, début 2009 était déjà la septième confrontation militaire dans le conflit au Proche-Orient depuis la création de l'Etat d'Israël en 1948. Elle a prouvé que la violence armée reste un composant intégral de la gestion du conflit. Elle a en outre fait ressortir très clairement combien Israël et les Palestiniens sont loin d'une solution de paix malgré de longues années de négociation.

La guerre de Gaza a aussi rendu manifeste un double changement qui s'ébauche depuis longtemps dans la constellation du conflit. Alors qu'Israël a combattu, dans les quatre premières guerres de 1948/49, 1956, 1967 et 1973, les armées régulières des Etats arabes, elle s'est opposée, dans les deux guerres du Liban de 1982 et 2006 et, plus récemment, dans la guerre de Gaza,

à des acteurs non étatiques. Le centre de gravité de la résistance militaire contre Israël s'est en outre déplacé, au sein de cette constellation asymétrique, de groupes séculaires à des groupes islamistes. Alors qu'Israël faisait encore principalement la guerre à l'OLP en 1982, les deux dernières passes d'armes ciblaient quant à elles le Hezbollah chiite et le Hamas sunnite. La montée de ces derniers, désormais importants facteurs de puissance à l'échelle régionale, est un élément structurel de la situation au Proche-Orient que l'on ne peut plus ignorer.

L'effet stratégique de la guerre de Gaza, qui a duré 22 jours et a fait au moins 1200 victimes palestiniennes ainsi que 13 victimes israéliennes, est remarquablement minime dans l'optique actuelle. Même si le Hamas a subi de grosses pertes, ni les

rapports de force au Proche-Orient ni les conditions-cadres de politique intérieure en Israël et dans les territoires palestiniens n'ont fondamentalement changé. Les signes qu'Israël et le Hamas sont intéressés par un cessez-le-feu à long terme se multiplient certes depuis la fin de la guerre. Mais une gestion plus efficace du conflit et surtout des progrès dans la résolution du conflit israélo-palestinien exigeraient des corrections de cap dans les stratégies tant d'Israël et des Palestiniens que des acteurs occidentaux de la négociation, des corrections de cap que l'on ne peut pas escompter, du moins dans l'ensemble.

Effet stratégique minime

Les origines de la guerre de Gaza remontent pour l'essentiel au succès du Hamas aux élections palestiniennes de 2006 et à sa prise de pouvoir dans la bande de Gaza après l'échec du gouvernement unitaire avec le Fatah en juin 2007. Le gouvernement de centre-gauche du Premier ministre, M. Olmert, a tout d'abord réagi au refus du Hamas de reconnaître le droit d'existence d'Israël et de renoncer à la violence par un embargo économique et une stratégie d'isolation politique. Un cessez-le-feu de six mois arrivé à expiration en décembre 2008 n'ayant pas eu l'effet espéré pour les deux parties et le Hamas ayant intensifié ses tirs de missiles dans le sud d'Israël, Israël a fini par opter pour une escalade militaire massive.

Mais, après la guerre de Gaza, Israël et le Hamas ont typiquement repris, dans le cadre des négociations indirectes facilitées par l'Egypte sur un cessez-le-feu à long terme, le fil des entretiens là où ils avaient échoué

| Colons israéliens dans les territoires occupés | | | | | |
|--|-------------|---------------|---------------|--------|---------|
| Année | Cisjordanie | Bande de Gaza | Jérusalem-Est | Golan | Total |
| 1972 | 1182 | 700 | 8 649 | 77 | 10 608 |
| 1983 | 22 800 | 900 | 76 095 | 6800 | 106 595 |
| 1991 | 90 300 | 3 800 | 137 300 | 11 600 | 243 000 |
| 1995 | 133 200 | 5 300 | 157 300 | 13 400 | 309 200 |
| 2000 | 19 2976 | 6 678 | 172 250 | 15 955 | 387 859 |
| 2005 | 258 988 | 0 | 184 057 | 17 793 | 460 838 |
| 2006 | 268 400 | 0 | 186 857 | 18 105 | 473 362 |

Source: Foundation for Middle East Peace (www.fmep.org)

fin 2008. Le Hamas continue d'exiger une ouverture des passages frontaliers vers l'Égypte et Israël. Il souhaite créer ainsi les conditions lui permettant de prouver sa propre capacité à gouverner. Comme avant la guerre, il essaie en outre, en tirant des missiles sur Israël, de démontrer sa force et sa capacité d'agir. Israël souligne pour sa part le primat de sa sécurité et insiste pour que les tirs de missiles soient suspendus et que des mesures efficaces soient prises contre la contrebande d'armes vers Gaza. Israël essaie en outre, dans le cadre de négociations parallèles, d'obtenir la libération de Gilad Shalit, soldat enlevé en 2006, en échange de la libération de prisonniers palestiniens.

Quelques progrès ont pu être réalisés dans le cadre des négociations indirectes depuis la fin de la guerre de Gaza. C'est ainsi que l'accord sur les passages frontaliers convenu en 2005 entre Israël et l'Autorité palestinienne de l'autonomie conjointement à la mission d'observation de l'UE au passage de Rafah devrait représenter la base d'une ouverture des frontières. La guerre de Gaza n'explique cependant que de manière limitée la dynamisation des entretiens. Ce sont plutôt le glissement à droite qui s'est produit aux élections israéliennes en février 2009 et la prise du pouvoir imminente par le chef du Likoud, M. Netanyahu, qui ont apporté à court terme davantage de mouvement dans les entretiens du Hamas et du gouvernement israélien sortant. Mais les réalités intérieures actuelles en Israël et du côté des Palestiniens donnent fondamentalement lieu à des doutes quant à la viabilité d'un cessez-le-feu à long terme et à la capacité des Israéliens et des Palestiniens à vivre en paix.

Victoire tactique, désarroi stratégique

Pour Israël, le résultat de la guerre de Gaza est partagé. Les observateurs israéliens considèrent comme positive la capacité d'apprentissage et d'adaptation de la di-

rection militaire israélienne concernant les «conflits asymétriques» avec des acteurs non étatiques. En réaction à la guerre du Liban de 2006 contre le Hezbollah, les forces armées israéliennes ont en effet adapté les planifications opérationnelles, les structures de commando, la formation des troupes et l'armement aux conditions d'une guerre sortant de l'ordinaire (*irregular warfare*). Ces réformes militaires, les planifications détaillées avant l'attaque ainsi que l'avancée sans compromis sont responsables des faibles pertes du côté israélien. D'un point de vue purement militaire, la capacité de dissuasion israélienne, diminuée par le conflit au Liban, semble ainsi rétablie.

L'euphorie initiale suscitée par les succès militaires est cependant quelque peu retombée depuis du fait que le *Status Quo Ante* a au bout du compte été rétabli dans la bande de Gaza après la guerre. Même l'objectif militaire minimum de mettre fin au bombardement d'Israël par les missiles palestiniens a échoué. Politiquement, le Hamas ressort fortifié de la guerre de Gaza. Il continue d'exercer le contrôle politique sur la bande de Gaza et des sondages montrent qu'il n'a guère perdu le soutien de la population. A cela vient s'ajouter le fait qu'Israël a subi des dommages considérables en politique extérieure en raison des énormes dégâts matériels et de la misère humaine occasionnés par la guerre de Gaza. L'avenir de l'importante alliance régionale avec la Turquie est incertain. Des Etats arabes modérés comme la Jordanie et l'Égypte sont affaiblis au niveau intérieur. La perte de réputation d'Israël est également considérable dans les sociétés occidentales.

Pour les observateurs extérieurs, la guerre de Gaza reflète en premier lieu le désarroi stratégique d'Israël en ce qui concerne ses rapports avec le Hamas et la résolution du conflit au Proche-Orient. La politique d'iso-

lation économique, politique et aussi militaire du parti islamiste n'a apporté au pays ni sécurité ni stabilité et encore moins la paix. C'est avec le Hamas et non pas avec le Fatah que les négociations israélo-palestiniennes importantes sur un cessez-le-feu complet, sur les ouvertures des frontières et l'échange de prisonniers ont lieu aujourd'hui.

Le gouvernement Olmert a, avec la guerre de Gaza, miné lui-même les efforts d'Israël, identifiables depuis la chute du gouvernement unitaire palestinien en juin 2007, en vue de renforcer le Fatah et le président Mahmud Abbas comme pôle opposé au Hamas selon une stratégie *West Bank First*. Les partenaires palestiniens préférés d'Israël sont aujourd'hui plus faibles que jamais et désavoués au niveau intérieur. Leurs négociations avec Israël dans le cadre du processus de paix d'Annapolis n'ont pas eu de résultats quantifiables. Simultanément, leur politique de rapprochement à Israël n'a pas pu empêcher l'opération militaire massive dans la bande de Gaza.

Le fait que le Fatah et le Hamas rediscutent aujourd'hui de la formation d'un gouvernement unitaire ne répond guère aux desseins des dirigeants israéliens. La question des rapports avec le Hamas en tant que parti gouvernemental gagne ainsi une nouvelle importance. Un changement de la politique israélienne vis-à-vis du Hamas ne se dessine cependant pas. Le Premier ministre désigné, M. Netanyahu, s'est avéré être un partisan de la ligne dure lors de son premier mandat dans les années 1990 et passe pour un sceptique quant à une solution à deux Etats. Il devrait poursuivre la politique dure de M. Olmert envers le Hamas, mais attacher moins d'importance que le gouvernement antérieur aux entretiens de paix avec le Fatah.

L'expérience a cependant montré qu'il n'est guère possible, au niveau intérieur, de réaliser les compromis nécessaires pour un règlement de paix durable en se basant sur la solution à deux Etats, quelle que soit la composition respective du gouvernement, ce que démontre en particulier l'expansion continue des colonies dans les territoires occupés et le fait que le nombre des colons a presque doublé depuis le début du processus de paix au début des années 1990.

Les Palestiniens entre lutte pour le pouvoir et réconciliation

Divers facteurs ont contribué à ce que les groupes palestiniens divisés entament

fin février des entretiens de réconciliation par l'entremise de l'Égypte et discutent la formation d'un gouvernement de transition ainsi que d'autres thèmes comme les élections, une réforme de l'OLP ainsi que la reconstruction de Gaza. Dans le contexte de la popularité croissante du mouvement islamiste en Cisjordanie et dans le monde arabe, le Fatah s'est visiblement fourvoyé dans une impasse par son alliance de facto avec Israël contre le Hamas. Le président Abbas se trouve lui aussi sous une forte pression d'agir au niveau intérieur. Sa légitimité est de plus en plus remise en question depuis que son mandat a expiré officiellement en janvier 2009. Les jeunes cadres du Fatah critiquent en outre sa méthode de négociation infructueuse vis-à-vis d'Israël et la corruption rampante au sein du parti. Si Marwan al-Barguthi, la figure dirigeante la plus populaire du «jeune Fatah», devait être relâché dans le cadre de l'échange de prisonniers, la destitution des forces fidèles à Abbas aux élections internes du Fatah déjà ajournées plusieurs fois est imminente.

Pour le Hamas, un arrangement de partage du pouvoir augmenterait les chances d'une ouverture des frontières. L'entrée des Islamistes dans un gouvernement unitaire serait en outre certainement liée à l'espoir d'une plus grande légitimité internationale et d'une capacité d'agir accrue. Finalement, le Hamas ne peut, après la guerre de Gaza et les élections en Israël, guère se soustraire plus longtemps à la réalisation qu'un schisme politique persistant n'est pas profitable à l'objectif d'un Etat palestinien.

Les perspectives de formation d'un gouvernement unitaire viable restent cependant incertaines malgré le rapprochement des intérêts du Hamas et du Fatah. Les efforts de réconciliation sont certes soutenus par une initiative parallèle entre les pays arabes respectifs soutenant les deux fractions, ce qui est rendu manifeste par un nouveau rapprochement entre la Syrie et l'Arabie Saoudite. Les fossés entre les groupes palestiniens ennemis restent cependant profonds tout comme ceux entre les Etats arabes. Le Hamas et le Fatah auront en particulier des difficultés extrêmes à formuler et réaliser une stratégie israélienne commune.

Si un nouveau gouvernement unitaire ne voit pas le jour ou échoue dans la pratique, la division palestinienne menace de s'intensifier à court terme. On ne peut cependant pas exclure une prise de pouvoir par

les Islamistes en Cisjordanie à moyen et long terme en raison du manque de perspective et de la radicalisation croissante de la société palestinienne.

Changement de la politique des Etats-Unis au Proche-Orient?

Les Etats-Unis et l'UE ne peuvent pas se dérober à leur part de responsabilité dans la récente escalade de la violence et la situation politique confuse au Proche-Orient. Bien qu'ils aient exigé avec emphase les élections palestiniennes de 2006, ils ont suivi depuis la stratégie israélienne d'isolement du Hamas. Ils ont ainsi contribué à la polarisation intrapalestinienne et à la radicalisation du Hamas. Leur intention de mettre sur pied, en se basant sur le processus d'Annapolis, une coalition d'Etats modérés dans la région pour délimiter l'influence croissante de Téhéran s'est avérée contreproductive à la suite de l'absence de progrès dans le processus de paix et a pratiquement poussé le Hamas sunnite dans les bras de l'Iran chiite. L'aide à la reconstruction généreuse qu'ont fait entrevoir les Etats-Unis et l'UE pour Gaza ne peut pas masquer le manque d'effet stabilisant de leur stratégie au Proche-Orient.

Il est impossible de deviner pour le moment jusqu'où va aller la correction de cap de la politique au Proche-Orient annoncée par l'administration du nouveau président américain Obama. Le fait qu'Obama ait déclaré dès le début un engagement actif des Etats-Unis et ait nommé un émissaire chevronné pour le Proche-Orient, George Mitchell, est positif. Des déclarations critiques par rapport à la politique de colonisation israélienne et au scepticisme de Netanyahu quant à une solution à deux Etats pourraient indiquer que les Etats-Unis sont disposés à abandonner la position unilatéralement pro-israélienne de l'administration Bush et à s'efforcer sérieusement de faire des progrès dans le conflit au Proche-Orient. Il reste cependant à voir dans quelle mesure Obama est effectivement prêt à s'accommoder du fardeau que ferait peser la décision d'une médiation de paix sur la politique intérieure de son pays.

A la différence des deux derniers mandats de Bush, les Etats-Unis ne devraient plus, sous Obama, subordonner la résolution du conflit au Proche-Orient à une stratégie régionale plus vaste dirigée contre l'Iran mais tenir compte de l'interdépendance croissante des deux foyers du conflit en les traitant de façon parallèle. Les entretiens avec la Syrie et l'Iran annoncés par

les Etats-Unis pourraient générer dans ces conditions un contexte régional permettant de régler la problématique centrale sans influence négative continue de l'extérieur.

Mais les Etats-Unis et l'UE ont d'énormes difficultés en ce qui concerne leur future politique face au Hamas. Le dénouement de la guerre de Gaza a explicitement démontré qu'il était impossible de résoudre le conflit sans incorporer le Hamas sur le plan politique. Le Quartet pour le Proche-Orient, dont font partie les Etats-Unis et l'UE en plus de l'ONU et de la Russie, a en outre déjà fait allusion à la nécessité d'une nouvelle stratégie à Gaza en mai 2008. Ni Washington ni Bruxelles n'ont cependant dévié jusqu'à présent de leur politique de marginalisation, d'autant plus que le Hamas figure sur leur liste anti-terroriste et qu'Israël refuse un changement de cap.

En insistant sur une reconnaissance d'Israël et la déclaration par le Hamas d'une renonciation à la violence comme condition préalable à un dialogue, Mme Clinton, la nouvelle secrétaire d'Etat américaine, poursuit la politique menée jusqu'à présent par le Quartet. Du point de vue du Hamas, ces conditions représentent un seuil insurmontable pour le début de négociations. Les Islamistes ont toujours critiqué l'OLP pour avoir déjà reconnu Israël au début du processus de paix au début des années 1990, prétendant que les Palestiniens auraient ainsi cédé leur principal gage de négociation. D'importants représentants du Hamas ont signalé plusieurs fois que ce dernier pourrait certes tout à fait accepter la solution à deux Etats mais qu'il ne reconnaîtrait Israël que dans le cadre d'un règlement de paix complet.

Jusqu'à présent, les Etats-Unis et l'UE ont refusé au Hamas la possibilité de faire ses preuves en tant que parti gouvernemental responsable et capable de se transformer. Si un nouveau gouvernement unitaire était mis sur pied, ils devraient au minimum le soutenir et ne pas faire comme en 2007. Faute de quoi, les efforts accrus de l'Occident en vue de résoudre le conflit au Proche-Orient seraient d'emblée voués à l'échec.

Editeur responsable: Daniel Möckli
analysen@sipo.gess.ethz.ch

Commande d'analyses et abonnement gratuit: www.ssn.ethz.ch